

GUERRES ETHNO-TRIBALES EN RDC : DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE. CAS DU TERRITOIRE DE KATANDA, ENTRE LES GROUPEMENTS BENA NSHIMBA ET BENA MUEMBIA ET BENA KAPUYA.

Auteur 1 : KAZADI KAZADI EMMANUEL,

KAZADI KAZADI EMMANUEL

CHERCHEUR AU CENTRE DE RECHERCHE EN SCIENCE HUMAINE « Cresh », à Kinshasa en RDC
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : KAZADI KAZADI EMMANUEL (2025). « GUERRES ETHNO-TRIBALES EN RDC : DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE : CAS DU TERRITOIRE DE KATANDA, ENTRE LES GROUPEMENTS BENA NSHIMBA ET BENA MUEMBIA ET BENA KAPUYA », African Scientific Journal « Volume 03, Num 32 » pp: 0702 – 0719.



DOI : 10.5281/zenodo.17351630
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

Dans le territoire de Katanda (Kasaï-Oriental), des conflits récurrents opposent les groupements de Bena Nshimba, Bena Muambia et Bena Kapuya. Ces tensions, exacerbées par des enjeux fonciers et identitaires, ont de lourdes conséquences sur le développement socio-économique : destruction des infrastructures, déplacements de populations et paralysie des activités agricoles et commerciales, aggravant l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Cette étude vise à analyser la dynamique de ces affrontements. Les données recueillies confirmeront que l'origine des atrocités est foncière et que leurs conséquences ont un impact fortement négatif sur le développement du territoire de Katanda, des villages voisins et de la ville de Mbuji-Mayi. L'objectif est de fournir un diagnostic précis qui servira de base à l'élaboration de stratégies efficaces pour une paix durable. Pour ce faire, nous nous poserons les questions suivantes :

1. Quelles sont les causes profondes de ces conflits ?
2. Quelles en sont les conséquences socio-économiques ?
3. Quelles stratégies peuvent être mises en place pour y mettre fin ?

Abstract

In the Katanda territory (Kasaï-Oriental), recurrent conflicts oppose the Bena Nshimba, Bena Muambia, and Bena Kapuya groupings. These tensions, exacerbated by land and identity issues, have severe consequences for socio-economic development: destruction of infrastructure, population displacement, and the paralysis of agricultural and commercial activities, worsening food insecurity and poverty. This study aims to analyze the dynamics of these clashes. The data collected will confirm that the origin of the atrocities is land-related and that their consequences have a strongly negative impact on the development of the Katanda territory, neighboring villages, and the city of Mbuji-Mayi. The objective is to provide an accurate diagnosis that will serve as the basis for developing effective strategies for lasting peace. To this end, we will address the following research questions:

1. What are the deep-seated causes of these conflicts?
2. What are their socio-economic consequences?
3. What strategies can be implemented to put an end to them?

Keywords

Guerres ethno-tribales : Ce sont des conflits armés (armes de guerres, armes blanches etc) qui ont lieu entre différents groupes ethniques ou tribaux, souvent liés à des luttes pour des ressources ou à des revendications identitaires.

1. Défis : Il s'agit des obstacles, problèmes et difficultés majeurs qui se dressent face à la résolution d'un problème.
2. Perspectives : Ce sont les solutions, opportunités et voies d'action possibles pour surmonter les défis et atteindre un objectif.
3. Développement socio-économique : C'est le processus par lequel le bien-être d'une population s'améliore, à la fois sur le plan économique (croissance, revenus) et sur le plan social (éducation, santé, réduction de la pauvreté).

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo traverse aujourd'hui une période critique, marquée par des défis internes et externes. Au-delà des agressions extérieures, le pays est fragilisé par de multiples conflits dits "ethno-tribaux". Ces affrontements, comme ceux du Kasai avec la milice Kamwena Nsapu ou dans le Kwango avec les Mobondo, illustrent une instabilité chronique qui freine le développement. D'ailleurs, une récente étude de la Banque Mondiale affirme que les conflits fonciers non résolus coûtent des milliards de dollars à l'économie congolaise en pertes de production et en instabilité. Ces guerres ont des conséquences incalculables dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Sur le plan humain, elles entraînent une perte tragique de vies, réduisent le capital humain et engendrent un nombre croissant de jeunes sans avenir, poussés vers l'exode rural et la délinquance juvénile. Sur le plan éducatif, la destruction des écoles et l'interruption du calendrier scolaire augmentent l'analphabétisme. Sur le plan économique, on note le départ des investisseurs, le pillage des commerces et une inflation des prix. Enfin, sur le plan sanitaire, les épidémies se multiplient et l'accès aux soins de santé est compromis.

Le Kasai-Oriental a longtemps été le théâtre de rivalités tribales, ravivées par des facteurs historiques tels que la colonisation et une gestion post-coloniale qui a souvent ignoré les besoins des communautés. Les affrontements entre les groupements de Nshimba, Kapuya et Muembia illustrent comment des coutumes ancestrales de partage et de possession des terres ont été détournées en conflits violents. En effet, la notion de propriété foncière dans de nombreuses communautés congolaises est souvent liée à des liens profonds créés par l'héritage culturel, ce qui rend la résolution des conflits d'autant plus difficile. De plus, la concurrence pour les terres a été intensifiée par des facteurs externes, notamment l'exploitation des ressources naturelles par des entreprises minières qui ont souvent contribué à creuser le fossé entre les communautés. La cité de Katanda, située à 60 kilomètres de Mbuji-Mayi dans le Kasai-Oriental, est un exemple frappant de cette réalité. Autrefois carrefour commercial stratégique, elle est aujourd'hui le théâtre d'affrontements entre les groupements de Bena Nshimba, Bena Muembia et Bena Kapuya. Ces violences ont totalement paralysé cette entité administrative, faisant de son passé prospère un lointain souvenir. Pour nous, le conflit dans le territoire de Katanda est le reflet d'une problématique complexe qui dépasse la simple lutte pour des terres. Ce phénomène, ancré dans des décennies de tensions intercommunautaires, mérite une analyse approfondie qui éclaire à la fois le contexte historique, les dynamiques culturelles et les implications socio-économiques.

I.1. Contexte Historique et Culturel de la Province du Kasai Oriental

Le Kasai-Oriental a longtemps été l'un des sites de rivalités tribales, rendues vives par des facteurs historiques tels que la colonisation et une gestion post-coloniale qui a souvent ignoré les besoins et les structures des communautés locales. Les groupements de Nshimba, Kapuya et Muambia, dont les membres se sont affrontés depuis des générations, illustrent comment des coutumes ancestrales de partage et de possession des terres ont été détournées en conflits violents. En effet, la notion de propriété foncière dans de nombreuses communautés congolaises est souvent liée à des liens *slaw*-générés par l'héritage culturel, ce qui rend la résolution des conflits d'autant plus difficile.

À travers le prisme de l'histoire, on constate que la concurrence pour les terres a été intensifiée par des facteurs externes, notamment l'exploitation des ressources naturelles. Des entreprises minières, attirées par les richesses enfouies dans la terre, ont souvent contribué à creuser le fossé entre les communautés, détournant l'attention des véritables enjeux de coexistence.¹

Ainsi, cette étude est menée en vue d'éclairer l'opinion publique sur la nature de ce conflit, d'en relever les causes et d'analyser ses conséquences. Notre objectif est de contribuer à aider les décideurs politiques à prendre des décisions éclairées en vue de mettre un terme définitif à cette guerre et, par la même occasion, d'interpeller les communautés à s'engager pour le bien-fondé du vivre-ensemble et enfin de redorer l'image ternie de la cité de Katanda et de ses environs sur tous les plans.² Les questions ci-dessus rappelées sont celles qui guideront notre recherche. Nous émettons l'hypothèse selon laquelle cette guerre stérile est principalement liée à des conflits fonciers entre les trois groupements et que son impact sur le développement socio-économique de la cité de Katanda est fortement négatif.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons privilégié une approche combinant la revue documentaire, des entretiens structurés, des observations de terrain et l'analyse qualitative des données recueillies.³

Les pages suivantes dresseront un état des lieux de cette situation et présenteront les données chiffrées engendrées par ces affrontements.

¹ idem

² Auteur

³ Shomba Kinyamba, S. (2016). *Méthodologie et épistémologie de la recherche scientifique*. Presses universitaires de Kinshasa

2. RECENSEMENT THEORIQUE

1. Généralités sur la thématique ⁴

▪ Guerres ethno-tribales en RDC

Ce concept fait référence aux conflits armés qui ont lieu en République Démocratique du Congo (RDC) et dont les causes principales seraient liées aux tensions et rivalités entre différents groupes ethniques et tribaux. Ces guerres ne sont pas de simples affrontements, elles sont souvent le résultat de facteurs complexes tels que :

1. La lutte pour le contrôle des terres et des ressources naturelles (minerais, terres fertiles).
2. Les discriminations et les injustices historiques perçues par certains groupes.
3. Les manipulations politiques qui exploitent les divisions ethniques pour des gains personnels.
4. Les questions d'identité et d'appartenance.

Ces conflits ont des conséquences dévastatrices sur la population, entraînant des déplacements massifs, des pertes de vies humaines et la destruction des infrastructures sociales.

▪ Défis et perspectives⁵

1. Les défis représentent les obstacles, les problèmes et les difficultés actuelles qui entravent la résolution des conflits et le progrès en RDC. Dans votre cas, cela inclut la fragilité de l'État, l'impunité, le manque de justice, la pauvreté généralisée, et la présence de groupes armés.
2. Les perspectives désignent les solutions, les opportunités et les voies potentielles pour surmonter ces défis. Cela peut inclure des pistes comme la réconciliation communautaire, le renforcement des institutions, la mise en place d'une justice équitable, la promotion du dialogue inter-ethnique, ou encore le désarmement des groupes armés.

▪ Le développement socio-économique⁶

Ce concept se réfère à un processus de transformation qui vise à améliorer le bien-être général de la population. Il ne se limite pas à la simple croissance économique (augmentation du PIB) mais englobe deux dimensions principales :

⁴ Bouchet-Saulnier, F. (2014). **Dictionnaire pratique du droit humanitaire** (4e éd.). La Découverte

⁵ Bouchet-Saulnier, F. (2014). **Dictionnaire pratique du droit humanitaire** (4e éd.). La Découverte

⁶ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2014, décembre). **Rapport national sur le développement humain : Cohésion nationale pour l'émergence de la RDC**

1. Le développement économique : Il s'agit d'améliorer les conditions matérielles de vie, par la création d'emplois, l'accès à des infrastructures (routes, électricité, eau potable), et la croissance de secteurs comme l'agriculture, l'industrie et les services.
2. Le développement social : Il s'agit de garantir des conditions de vie dignes pour tous, en assurant l'accès à des services de base comme la santé et l'éducation de qualité. Cela inclut aussi la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'accès à la justice et la promotion des droits de l'homme.

Pour notre part, le développement socio-économique est à la fois la victime et la solution à ces conflits. Cette dualité est due au fait que ce concept est défini comme étant un processus visant à établir un équilibre entre la richesse économique et la justice sociale. Dans notre étude, il est abordé sous ces deux casquettes, primo comme un domaine victimisé (l'impact négatif) : Le développement socio-économique est fortement dégradé et victime des guerres ethno-tribales, ce qui engendre une instabilité accrue et une pauvreté qui alimentent les conflits. Secundo, comme solution durable (la perspective) : Un développement inclusif est présenté comme la solution durable à ces guerres, car il a le potentiel de réduire les frustrations et les rivalités étiologiquement liées aux facteurs mentionnés (foncier, identitaire, etc.).

3. Situation Géographique⁷

Le territoire de Katanda se situe au nord-est de la ville de Mbuji-Mayi, à environ 60 km de distance pour atteindre la cité qui porte le même nom. Il est accessible par la route pour les véhicules de grand et de petit tonnage, bien que l'accès puisse être plus difficile en saison des pluies. Le territoire s'étend sur une superficie de 1836 km² et est délimité comme suit :

- Au nord : Les rivières Masu et Kanamu le séparent du territoire de Lusambo (district de Sankuru).
- À l'est : Le territoire de Kabinda.
- Au sud : Les rivières Lubilanji et Luvula le séparent du territoire de Ngandajika (actuelle province de Lomami).
- À l'ouest : Les rivières Mbuji-Mayi, Lubilanji et Sankuru le séparent du territoire de Lupatapata, de la ville de Mbuji-Mayi et du territoire de Tshilenge.

⁷ **Omasombo Tshonga, J.** (2014). *Kasai Oriental : Un nœud gardien dans l'espace Congolais*. Musée royal de l'Afrique Centrale.

3. Situation Administrative

Le territoire de Katanda est subdivisé en quatre secteurs : Nsangu, Tshitolu, Baluba Lubilanji et Mutuayi.

2.1. Secteur Nsangu (Chef-lieu : Dilunga)

Ce secteur comprend les agglomérations de Tshitenge, Bakua Ndaba, Bena Kabindi et Bakwa Bowa. Il est limité :

- Au nord : Par la rivière Mbuji-Mayi jusqu'à son confluent avec la rivière Lubilanji.
- À l'est : Par la rivière Lubilanji jusqu'à l'affluent du ruisseau Kansense.
- Au sud : Par le ruisseau Kansense jusqu'à son croisement avec la route de Mbuji-Mayi.
- À l'ouest : Par la rivière Mbuji-Mayi jusqu'à l'embouchure du ruisseau Kameleka.

2.2. Secteur Tshitolu (Chef-lieu : Nsomue)

Ce secteur est essentiellement composé du groupement de Bena Tshitolu. Ses limites sont :

- Au nord : Une ligne reliant la rivière Sankuru, le ruisseau Nzala et la rivière Mumu.
- À l'est : Une ligne reliant la source de Kansense, le ruisseau Kamane jusqu'à son confluent avec la rivière Kindule.
- Au sud : La rivière Kindule jusqu'à son confluent avec la rivière Lubilanji.

2.3. Secteur Baluba Lubilanji (Chef-lieu : Katanda)

C'est le siège des hostilités. Il est constitué des groupements de Bena Nshimba, Bena Kapuya et Bena Muembia, les trois groupes en conflit depuis plus d'un siècle. Leurs affrontements ont causé d'importants dégâts humains, matériels et infrastructurels. Ce secteur est limité :

- Au nord : Par le ruisseau Mutuayi, de son affluent dans la rivière Lubilanji, jusqu'à la montagne Tshibwenge.
- À l'est : Par une ligne brisée reliant la source du ruisseau Kankulu, Senga, Mpwempwe et Luvula, jusqu'à son point le plus au sud.
- Au sud : La rivière Luvula jusqu'à son confluent avec la rivière Lulu.
- À l'ouest : Par la rivière Lubilanji jusqu'au ruisseau Mutuayi.

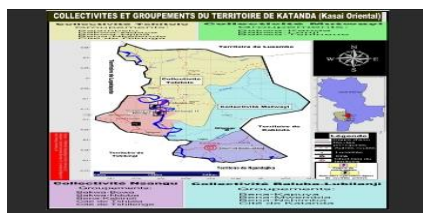
2.4. Secteur Mutuayi (Chef-lieu : Lukangu)

Ce secteur se compose de trois groupements : Bakua Tshinena, Bakua Kanda et Bakua Lonji (Lukangu). Il est délimité :

- Au nord : La rivière Kindule et le ruisseau Loango.

- À l'est : Par une ligne brisée reliant plusieurs points et ruisseaux (Kamane, Kindule, Tshyama, Kankule).
- Au sud : Par une ligne reliant la montagne Tshonga et le ruisseau Tshyabukengele, jusqu'à son affluent dans le ruisseau Mutuayi, puis dans la rivière Lubilanji.
- À l'ouest : La rivière Lubilanji jusqu'à l'embouchure de la Kadule.

Fig.1 Carte géographique du territoire de Katanda⁸



[Source : Wikipédia](#)

3. Méthodologie⁹

Notre étude, étant de nature scientifique, s'appuie obligatoirement sur des méthodes et techniques éprouvées. Selon Sylvain Shomba (2019), la méthodologie est la voie particulière suivie pour éclairer l'itinéraire de la réflexion.

Pour cette recherche, nous avons opté pour une approche qualitative et analytique, combinant plusieurs techniques :

- Revue documentaire : Analyse des rapports, articles et autres écrits pertinents sur le sujet.
- Entretiens structurés : Recueil d'informations approfondies auprès des acteurs clés.
- Observation de terrain : Enquête directe pour saisir les phénomènes et les dynamiques du conflit.
- Analyse des données recueillies : Interprétation rigoureuse des informations collectées.

L'ensemble de ces méthodes nous a permis de saisir et de démontrer les fondements du phénomène étudié

1. Analyse des données sur les dégâts des conflits

Cette section présente une analyse de quelques rapports de mission documentant les retombées directes et indirectes de la crise humanitaire dans le territoire de Katanda.

⁸ www.Wikipédia.org

⁹ Sylvain Shomba Kinyamba, Méthodologie et épistémologie de la recherche scientifique, Presse de l'université de Kinshasa, 2016

A. Revue Documentaire

A.1. Rapport d'évaluation rapide multisectorielle (2020)¹⁰

Le rapport d'évaluation rapide multisectorielle, mené du 23 septembre au 1er octobre 2020, met en lumière les conséquences humanitaires considérables du conflit foncier qui oppose les communautés de Katanda. Malgré les efforts de pacification, ces affrontements ont gravement dégradé les conditions de vie des populations locales. Les données de ce rapport révèlent une véritable catastrophe humanitaire :

- **Déplacements massifs** : Sur une population totale de 18 329 personnes dans les groupements de Bena Kapuya, Bena Muembia et Bena Nshimba, **17 942 individus (soit 97,88%)** ont été contraints de fuir. Ces déplacés se sont réfugiés dans quatre zones de santé voisines, engendrant une pression démographique inhabituelle.
- **Destruction des infrastructures** : La quasi-totalité des 2 563 habitations (**99%**) a été détruite, donnant l'impression que les villages ont été complètement rasés. De plus, **100% des infrastructures** socio-éducatives et sanitaires, ainsi que les points d'eau, ont été saccagés. Voir fig.2,3,4.
- **Pertes matérielles et humaines** : La destruction des champs et le pillage des greniers ont entraîné la perte des articles de première nécessité. Le rapport confirme **15 décès documentés** (bien que la population estime le bilan à plus de 50 morts) et rapporte au moins **7 blessés**, soulignant les graves violations des droits humains. Ces événements ont profondément détérioré les conditions de vie des habitants.
- **A.2. Jean Omasombo Tshonga, Kasai-Oriental : un nœud gordien dans l'espace congolais (2014)¹¹**

Dans son ouvrage, Jean Omasombo Tshonga documente l'ampleur et l'historique des conflits. Il y cite le gouverneur Alphonse Ngoyi Kasanji qui, en septembre 2007, affirmait qu'une vingtaine de personnes avaient été tuées et environ 500 cases incendiées lors des affrontements entre les Bena Nshimba et la coalition Bena Muembia-Bena Kapuya.

L'auteur décrit ces hostilités en plusieurs phases, notant que chacune a engendré des pertes significatives, tant en vies humaines qu'en infrastructures. Ces combats déciment la population jeune, ce qui mène au vieillissement des communautés et a un impact direct et négatif sur la production et le développement. Les jeunes qui refusent de participer aux combats quittent leurs

¹⁰ Lumbala, C. (2020). **Rapport d'évaluation rapide multisectorielle : Kasai Oriental (Tshilenge-Katanda)**. Rapport non publié.

¹¹ Omasombo Tshonga, J. (2014). *Kasai Oriental : Un nœud gordien dans l'espace Congolais*. Musée royal de l'Afrique Centrale

villages pour se réfugier dans des zones urbaines. Souvent sans emploi, ils contribuent à une insécurité croissante dans ces centres urbains.

A.2. Synthèse des entretiens avec les informateurs clés¹²

Les entretiens menés avec des leaders communautaires et des informateurs clés confirment l'ampleur des conséquences du conflit sur le territoire de Katanda. Les informations recueillies en groupe de discussion révèlent plusieurs points cruciaux.

• 1. Impact humanitaire et social

- Les familles déplacées et celles qui les accueillent sont laissées sans assistance depuis le début de la crise.
- Les conditions de sécurité, gravement détériorées par les affrontements, ont entraîné l'interruption brutale de la production agricole. Les communautés de Bena Nshimba, Bena Muembia et Bena Kapuya, autrefois centres de production de manioc, maïs, haricot, et huile de palme, ont abandonné toute activité productive.
- Le bilan humain et matériel est lourd :
 - 90 % des denrées stockées et des animaux d'élevage ont été pillés, brûlés ou consommés.
 - 100 % du matériel aratoire et des semences ont été pillés ou incendiés.
 - La saison culturale A de 2020 a été ratée à plus de 90 %, les paysans ayant fui leurs champs sans pouvoir les entretenir.

Fig.2 Fig.3



Source : Rapport de l'évaluation Rapide Multisectorielle K. Or (Tshilenge et Katanda)

• 2. Conséquences économiques

- Les marchés locaux, bien que fonctionnels, sont quasi inapprovisionnés en produits de base (légumes, viande, etc.) en raison de la rareté des denrées et du pillage des animaux d'élevage.
- Les prix des produits ont presque triplé en 2020 par rapport à 2019, rendant l'accès aux biens essentiels extrêmement difficile pour la population.

¹² Auteur

- La totalité des équipements de transformation (moulins et presses à huile) a été détruite, mettant un terme à toute forme de production locale.



o 7 : Unité de transformation alimentaire incendiée à Bena Muembia

Source : Rapport de l'évaluation Rapide Multisectorielle
K. Or (Tshilenge et Katanda)

fig4.

3. Crise de l'éducation et de la santé

- La majorité des écoles ont été endommagées ou complètement détruites, et le matériel didactique a été brûlé. Toutefois, des efforts de reconstruction sont notables : le Projet de 145 Territoires a permis de redorer l'image de cette entité avec quelques écoles reconstruites, un effort qui avait déjà été initié par le programme PRISE du Ministère du Développement Rural.
- La chute du revenu familial empêche les parents de payer les frais de scolarité, ce qui entraîne une hausse de l'analphabétisme, en particulier chez les enfants de 6 à 11 ans. Heureusement, la politique de gratuité de l'enseignement, prônée par le Chef de l'État et appliquée dans bon nombre d'écoles, a permis de récupérer un nombre important d'enfants.
- Les enseignants et les élèves des villages affectés ont fui, se joignant à la population déplacée.
- L'accès aux soins de santé est compromis, comme en témoignent les 15 cas d'accouchement en brousse signalés. Un cas tragique a été rapporté — celui d'une femme enceinte violée et mutilée, son fœtus ayant été retrouvé attaché à un arbre — ce qui illustre l'extrême violence de la situation.

Cette analyse met en lumière l'ampleur de la catastrophe humanitaire et économique à Katanda, tout en soulignant la nécessité d'une action urgente pour restaurer la sécurité, la cohésion sociale et la résilience communautaire.

5. RECOLTE, ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES¹³

5.1 ORIGINE DE CONFLITS

Tab N°1

1, REVUES DOCUMENTAIRES		
AUTEUR/NOM OUVRAGE	SOURCE DU CONFLIT	
	FONCIER	AUTRES
JEAN OMASOMBO TSHONDA	OUI	NON
RAPPORT COMMISSION RECONCILIATION	OUI	NON
RAPPORT EVALUATION RAPIDE MULTISECTORIELLE	OUI	NON
RAPPORT PROVINCIAL DE RECONCILIATION	OUI	NON

Source : Auteur

Il ressort de ce tableau que tous les ouvrages, rapports consultés confirment qu'il s'agit bel et bien du conflit Foncier.

5.1.A DONNEES SUR LES ENTRETIENS STRUCTURES EN RAPPORT AVEC LES CAUSES OU ORIGINE DE CONFLITS

Tab 2

INTERVIEW			
NOMS DU VILLAGE	Nbre DE PERSONNES	SOURCE	
		FONCIER	AUTRE
NSHIMBA	20	20	0
MUEMBIA	20	19	1
KAPUYA	20	17	3
BIBANGA	20	18	2
KALAMBAYI	20	15	5
LUKANGU	20	20	0
Total	120	109	11
^%	100	90,8	9,2

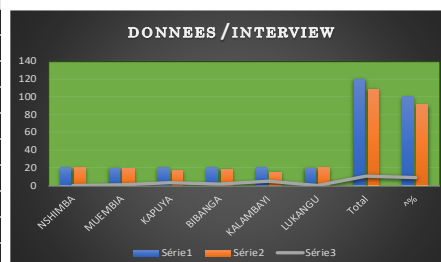


Fig.3

Source : enquête

Ce tableau présente les résultats des entretiens menés auprès de 120 personnes interrogées non seulement dans les villages en conflit, mais aussi dans les localités environnantes. L'objectif était de recueillir la perception des voisins sur les causes de ces affrontements. Il en ressort que sur les 120 répondants, 109, soit 90,8%, ont confirmé que la source principale du conflit est foncière, focalisée sur les litiges de limites territoriales. Seulement 11 personnes, soit 9,2%, ont estimé que d'autres facteurs se sont ajoutés à l'origine foncière, notamment la politique et l'enjeu du gisement de ciment. Parmi les répondants qui attribuent le conflit à des causes autres que foncières, la répartition géographique est la suivante : Aucun répondant n'a été enregistré à Katanda.

¹³ Auteur

- Les 11 répondants se répartissent ainsi :
 - **4 personnes (3,3%)** à Muembia et Kapuya.
 - **7 personnes (5,9%)** dans les villages environnants de Lukangu (5 personnes) et Bibanga (2 personnes).

5.1.B DONNEES GENERALES SUR LES VILLAGES, NOMBRE DE PERSONNES ENQUETEES SUR LES SOURCES DES CONFLITS

ENQUETES								
VILLAGE	Nbre Pers	SEXE		AGE			SOURCE DE CONFLIT	
		F	M	15-30	31-45	46---	FONCIERE	AUTRES
NSHIMBA	20	12	8	6	7	7	20	0
MUEMBIA	20	9	11	10	3	7	19	1
KAPUYA	20	8	12	7	7	6	18	2
BIBANGA	20	4	16	12	7	1	20	0
KALAMBAYI	20	3	17	9	11	0	17	3
LUKANGU	20	0	20	5	5	10	19	1
Total	120	36	84	49	40	31	113	7
%	100	30,0	70,0	40,8	33,3	25,8	94,2	5,8

Tab N° 3 SOURCE : Auteur

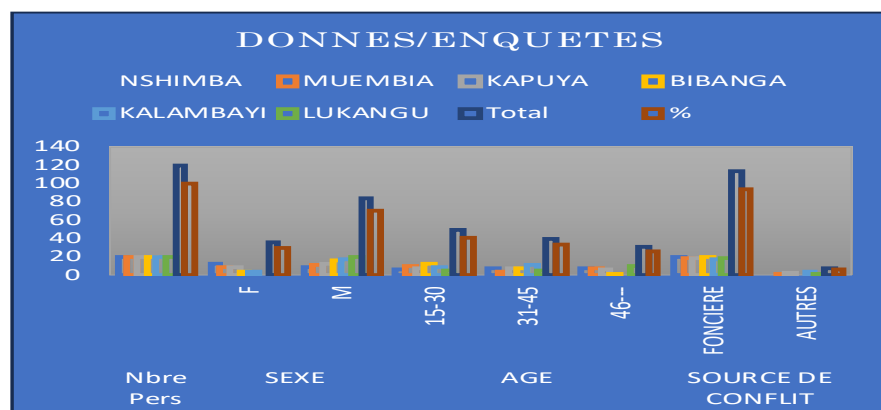


Fig.5

Cette enquête a été réalisée sur un échantillon aléatoire composé de diverses catégories socioprofessionnelles, incluant des enseignants, des leaders d'opinion (religieux et chefs coutumiers), et des commerçants (tout sexe confondu). Les lieux d'enquête privilégiés étaient les sites de rassemblement clés : les débits de boissons et les marchés lors des jours d'activité. Bien que cet échantillon ne soit pas strictement représentatif, la répartition par tranches d'âges a été prise en compte. La tranche des 15-30 ans, considérée comme la plus abusivement exploitée dans ce conflit, a été ciblée pour 40% des entretiens, sous l'hypothèse qu'elle détient des informations cruciales sur les dynamiques du conflit. L'analyse des résultats révèle que :

- 94,2% des répondants considèrent que la cause principale du conflit est foncière.
- 5,8% estiment que le conflit a évolué, cessant d'être purement foncier pour prendre des allures politiciennes et de vengeance.

5.2. Conséquences (Retombées)

L'analyse des données de terrain, corroborée par les rapports d'organisations humanitaires, révèle un impact dévastateur et multisectoriel du conflit. Les conséquences sont graves dans plusieurs domaines de la vie quotidienne de la population.

1. Santé

- Les centres de santé des groupements de Bena Muembia et Bena Kapuya ont été incendiés, contribuant à une augmentation alarmante du taux de mortalité maternelle et infantile. Des accouchements en brousse ont été signalés, entraînant des complications et des infections néonatales souvent fatales. Le rapport rapide multisectoriel note un cas d'une femme enceinte éventrée, son fœtus accroché à un arbre, ses organes génitaux détruits
- La peur et l'insécurité ont rendu l'accès à l'Hôpital Général de Référence (HGR) de Bibanga impossible pour la population, privant les habitants de soins médicaux essentiels.
- Ces conditions ont provoqué la flambée d'épidémies et une hausse générale de la mortalité.
- La malnutrition, avec ses corollaires sanitaires, est devenue un problème majeur, comme le confirme le rapport BCZ Bibanga de 2020 qui estime le taux à 19 %.

2. Transport

- L'interruption des axes de transport routiers principaux (Kabinda-Katanda-Mbuji-Mayi et Ngandanjika-Kalambayi-Mbuji-Mayi) a gravement affecté le commerce et l'approvisionnement de la ville de Mbuji-Mayi, isolant la région.

3. Politique

- Les affrontements et l'exode rural qui en a découlé ont réduit le nombre d'électeurs et, par conséquent, les circonscriptions électorales pour les élections nationales et provinciales, ce qui a une incidence directe sur la représentation politique de la région.

4. Économie

- Les marchés locaux fonctionnent à un rythme très réduit, avec peu de vendeurs, de marchandises et des horaires limités.
- La rareté des produits de première nécessité s'est accompagnée d'une inflation généralisée, appauvrissant davantage la population.
- Le pillage des magasins et l'incertitude ont mis fin à la circulation monétaire et à l'activité économique.

5. Environnement

- Les champs ont été dévastés et les animaux domestiques ont été consommés par les belligérants.
- L'incendie d'infrastructures publiques, d'églises et de forêts a non seulement détruit le patrimoine local, mais a également un impact négatif sur les conditions climatiques et la qualité de l'air.

6. Éducation

- De nombreuses infrastructures scolaires ont été incendiées.
- Les enseignants ont perdu leur emploi, et l'insécurité les empêche de se déplacer.
- Les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école par peur, ce qui a conduit à une forte hausse de l'analphabétisme.

Conclusion

Le secteur de Baluba Lubilanji est le théâtre d'affrontements violents entre, d'une part, le groupement de Bena Nshimba et, d'autre part, les groupements de Bena Muembia et de Bena Kapuya depuis plusieurs décennies. Ces conflits, qui ont connu des pics d'intensité en 1986, 1991, 1992, 2007, 2020, et plus récemment en 2023-2024, continuent de causer des morts, de déplacer des populations et de semer la désolation de toute une contrée en particulier et province en général. Notre analyse des données de terrain confirme que l'origine de ces atrocités est foncière, un problème qui remonte à l'époque coloniale. Les conséquences de ces violences ont un impact fortement négatif sur le développement socio-économique du territoire de Katanda, ainsi que sur les villages voisins et la ville de Mbuji-Mayi.

Bien que notre étude ait mis en lumière la cause principale et les conséquences de cette crise, des questions fondamentales persistent : qui a spolié qui ? Pourquoi l'État n'a-t-il pas réussi à imposer son autorité et à mettre fin à ces violences ? En effet, le processus de restauration de la paix a cependant connu une avancée significative. Le rassemblement du 20 janvier 2025 à Bakua Bowa, où plus de 60 participants (chefs traditionnels) ont engagé un dialogue constructif, représente un tournant décisif. Cette initiative locale, saluée par le porte-parole de la commission de paix, démontre la volonté des communautés de dépasser des décennies de violence.

Pour notre part, bien que des accords aient été signés avec l'engagement de ne pas s'attaquer mutuellement, l'histoire de ces hostilités montre que ces pactes ne suffisent pas à eux seuls. Une évaluation honnête des ressources et des droits de propriété est nécessaire. Il est essentiel d'adopter une approche multidimensionnelle qui s'attaque aux causes profondes des conflits, exhortant les parties en conflit au sursaut patriotique, à la flexibilité et à la concession en vue d'aboutir à un consensus définitif. Étant donné que les différends fonciers sont souvent le résultat d'une marginalisation économique, il est primordial que les accords de paix incluent la revitalisation économique des communautés. Cela pourrait se faire par des initiatives de développement rural, l'accès à des ressources financières ou la création d'activités génératrices de revenus.

Des perspectives innovantes pourraient inclure la formation à l'agriculture durable, le respect des normes environnementales et l'élaboration de plans de gestion des ressources naturelles qui profitent à toutes les parties prenantes, favorisant ainsi une approche collaborative et réduisant la compétition entre les groupements.

Recommandations

Le chemin vers la paix à Katanda est long et semé d'embûches, mais les récents efforts de dialogue illustrent une volonté collective de changement. En tant que société, il est crucial de regarder au-delà des conflits pour envisager un avenir où les terres ne sont pas des sources de discorde, mais des moyens de prospérité partagée. Une véritable réconciliation ne pourra être atteinte que grâce à un engagement sincère, non seulement envers la paix, mais aussi envers le développement durable et la coexistence harmonieuse entre toutes les communautés locales.

Ces initiatives de paix sont non seulement une nécessité pour les communautés de Katanda, mais forment également un modèle qui pourrait inspirer d'autres régions du pays où les conflits fonciers demeurent une préoccupation majeure. En fin de compte, la résilience des communautés congolaises et leur capacité à transformer les rivalités en coopération seront la clé pour bâtir un avenir meilleur et plus pacifique.

Pour assurer une paix durable et redorer l'image de la cité de Katanda, nous recommandons aux autorités de la République Démocratique du Congo, et notamment au Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières, de prendre les mesures suivantes :

- Imposer l'autorité de l'État : Utiliser toutes les prérogatives pour établir une présence étatique forte et impartiale dans la région.
- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation : Créer des structures adéquates pour garantir que les accords de paix sont respectés et pour prévenir de nouveaux incidents.
- Soutenir le développement économique : Investir dans des projets de développement rural et d'activités génératrices de revenus pour les communautés affectées, afin de s'attaquer aux racines de la marginalisation.
- Promouvoir le dialogue et la médiation : Continuer à encourager les initiatives locales de dialogue pour renforcer la cohésion sociale et la réconciliation.

BIBLIOGRAPHIE

1. **Bouchet-Saulnier, F. (2014). Dictionnaire pratique du droit humanitaire (4e éd.).** La Découverte.
2. Lebou, L. (2023). **L'Afrique doit se réveiller.** Les éditions du Grand Lac.
3. Lumbala, C. (2020). **Rapport d'évaluation rapide multisectorielle : Kasai Oriental (Tshilenge-Katanda).** Rapport non publié.
4. Omasombo Tshonga, J. (2014). **Kasai Oriental : Un nœud gardien dans l'espace Congolais.** Musée royal de l'Afrique Centrale.
5. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2014, décembre). **Rapport national sur le développement humain : Cohésion nationale pour l'émergence de la RDC.**
6. République Démocratique du Congo. (2011). **Plan quinquennal de croissance et de l'emploi 2011-2015.**
7. République Démocratique du Congo, Ministère du Plan. (2005). **Monographie du Kasai Oriental.**
8. Shomba Kinyamba, S. (2016). **Méthodologie et épistémologie de la recherche scientifique.** Presses universitaires de Kinshasa.
9. Wikipédia. (s. d.). **[Page d'accueil de Wikipédia]** (Consulté le [Date de consultation]).